

Référence de l'article - Dubois, C., Mansvelt, V., & Delvenne, P. Entre nécessité et opportunité: la digitalisation de la Justice belge par l'Ordre des avocats. *Droit et Société*, 103(3), 555-572.

Christophe Dubois*, Valérie Mansvelt* et Pierre Delvenne**

Faculté des Sciences Sociales*, Faculté de Droit, Science Politique et Criminologie**, Place des orateurs, 3, B31, 4000 Liège — Belgique.

c.dubois@uliege.be valerie.mansvelt@hotmail.com pierre.delvenne@uliege.be

■ Résumé

Depuis vingt ans, les stratégies politiques de modernisation de la Justice belge ont visé à introduire des outils managériaux, informatiques et digitaux au sein des juridictions. Depuis 2016, les Ordres des Barreaux francophones et néerlandophones ont été chargés de concevoir, développer et gérer deux plateformes permettant notamment le dépôt et l'échange de documents. L'article analyse la manière dont les Ordres sont progressivement devenus les acteurs centraux et indispensables d'un processus de digitalisation jugé « inévitable ». Cette analyse éclaire ensuite l'interdépendance des stratégies de deux Ordres qui, par-delà l'asymétrie de leurs ressources, sont parvenus à saisir des « fenêtres d'opportunité ». Enfin, nous soulignons la triple posture d'entrepreneurs politiques, financiers et moraux qui façonne aujourd'hui leur légitimité.

Ordre des avocats – Digitalisation – Justice – Entrepreneurs – Action publique – Opportunités stratégiques

The digitisation of Belgian Justice according to the Law Bars: Necessity or opportunity?

For twenty years, the public policies for the modernisation of the Belgian judicial system have aimed to introduce managerial, IT and digital tools within the courts. Since 2016, French and Dutch-speaking Bar Associations are responsible for designing, developing and managing two platforms enabling the filing and exchange of documents. The article analyses how Bar Associations have gradually become the central and indispensable actors of a digitalisation process considered as “inevitable”. Our analysis sheds light on the interdependence of the strategies of the Bar Associations that, beyond the asymmetry of their resources, have managed to seize “windows of opportunity”. Finally, we highlight the triple position of political, financial and moral entrepreneurs that is shaping their legitimacy today.

Lawyers – Bar Associations – Digitalization – Justice – Entrepreneurship – Public Action – Strategic Opportunities

■ Summary

Introduction

Acteurs de l'Etat de droit, les avocats conçoivent et produisent divers services juridico-judiciaires¹ tout en veillant quotidiennement à la défense des intérêts des justiciables, au respect du droit et au bon fonctionnement de la Justice. Par délégation de l'Etat, ils disposent d'une capacité d'autogouvernement typique de quelques autres professions – médecins, architectes, vétérinaires, etc.². L'Ordre représente et défend ainsi les intérêts et libertés des avocats tout en garantissant, notamment, le respect des règles relatives au stage, à la formation et à la déontologie. Toutefois, comme le soulignait déjà Lucien Karpik en 2003, la profession classique des avocats se désagrège et ses membres éprouvent « un sentiment de crise générale »³. Jusque dans les années 1970, l'Ordre s'apparentait à un club centralisé et englobant, composé d'adhérents peu différenciés, réunis au sein d'un réseau de relations interpersonnelles, confraternelles⁴. Depuis lors, face aux processus de libéralisation et de marchandisation des services juridiques⁵, les institutions ordinales ont redéfini leurs rôles et leurs missions. Durant les années 1990, l'Ordre se transforme ainsi en une sorte de PME, de plus en plus grosse, représentant une réalité polycentrique⁶. Il dirige, coordonne ou contrôle divers organes techniques chargés de déontologie, de prospective, de communication, de nouvelles technologies ou des matières financières et sociales, par exemple⁷. Sa fonction représentative et sa capacité d'innovation s'affirment au travers des nouveaux services collectifs qu'il propose à ses adhérents, tels qu'un « aménagement fiscal ou une amélioration du régime des retraites ». Cependant, sa posture politique — et disciplinaire — reste qualifiée de « faible, hésitante ou incertaine » à cause notamment d'« une faible capacité de l'autorité à imposer l'obéissance générale [de ses adhérents] »⁸. Karpik va encore plus loin lorsqu'il affirme que le « gouvernement collégial [de l'Ordre] ordonné autour du moindre pouvoir est impuissant face aux problèmes et enjeux actuels »⁹. Le rôle et la légitimité des Ordres et des Barreaux posent donc question. Cette question se fait de plus en plus insistante sous les effets conjugués de la digitalisation¹⁰, de l'explosion et de la féminisation de leurs adhérents¹¹, de la différenciation des services juridiques¹², de la diversification des acteurs et des organisations

¹ David HOWARTH, *Law as Engineering: thinking about what Lawyers do*, Cheltenham : Edward Elgar Publishing, 2013.

² Roger VAN DEN BERGH et Michael FAURE, « Self-regulation of the professions in Belgium », *International Review of Law and Economics*, 11(2), 1991, p. 165-182.

³ Lucien KARPIK, « Les avocats, entre le renouveau et le déclin », *Hermès*, 1(35), 2003, p. 203.

⁴ Lucien KARPIK, *Les avocats*. Paris : Gallimard, 1995.

⁵ Camille CHASSERANT et Sophie HARNAY, « The regulation of quality in the market for legal services: Taking the heterogeneity of legal services seriously », *The European Journal of Comparative Economics*, 10(2), 2013, p. 267-291 ; Christian BESSY, *L'organisation des activités des avocats : entre monopole et marché*, Paris : LGDJ, 2015.

⁶ Lucien KARPIK, *Les avocats*, *op. cit.*, p. 351 ; Olivier FAVEREAU, Franck BESSIS, Christian BESSY, Camille CHASSERANT, Sophie HARNAY, Lucien KARPIK, Emmanuel LAZEGA, *Les avocats entre ordre professionnel et ordre marchand*, Paris : Lextenso, 2009.

⁷ Lucien KARPIK, *Les avocats*, *op. cit.*, pp. 339 à 341.

⁸ Idem, p. 346.

⁹ Lucien KARPIK, « Les avocats, entre le renouveau et le déclin », *article cité*, p. 211.

¹⁰ Benoit BASTARD, Anne BOIGEOL, Patricia BENEC'H-LE ROUX, Ludovic JAMET, Antoine PRINTZ, *Éthique et TIC : A quoi sert l'Ordre des avocats ?* Paris : Mission de Recherche Droit et Justice, 2016 ; Richard SUSSKIND, *Tomorrow's lawyers*, Oxford : Oxford University Press, 2017.

¹¹ Anne BOIGEOL, « Le genre comme ressource dans l'accès des femmes au "gouvernement du barreau" : l'exemple du barreau de Paris », *Genèses*, (2), 2007, p. 66-88.

¹² Camille CHASSERANT et Sophie HARNAY, *article cité*, p. 267.

produisant et délivrant ces services¹³, de l'érosion du monopole professionnel¹⁴, de la mondialisation du droit et des services juridiques¹⁵, etc.

Dans la voie ouverte par ces travaux essentiellement consacrés à la situation française, le présent article vise à rendre compte du rôle joué par l'Ordre des avocats dans le cas particulier de la politique ministérielle de modernisation de la Justice belge. En effet, rares – voire absentes – sont jusqu'ici les études scientifiques consacrées à cet objet. Notons dès à présent que l'Ordre des avocats belges est composé de deux Ordres communautaires, à savoir l'Ordre des Barreaux francophones et germanophones (l'OBFG, dénommé Avocats.be depuis septembre 2013) et l'Ordre des Barreaux néerlandophones (l'OVb, *Orde van de Vlaamse Balies*). Précisons également que la politique publique de modernisation de la Justice belge se focalise depuis une vingtaine d'années sur l'informatisation et la digitalisation de l'organisation et des procédures judiciaires, ainsi qu'en rend compte la première section du présent article.

Cette étude croise donc l'analyse sociologique de la profession d'avocat et la sociologie de l'action publique. Elle emprunte en outre certains outils à la théorie de l'« acteur-réseau » développée par Michel Callon¹⁶ afin de structurer une analyse du processus de digitalisation de la justice par les avocats. Pour analyser l'action collective des acteurs impliqués dans une politique publique particulière comme celle étudiée ici, nous parlerons, comme Callon, de moments d'*intéressement* et d'*enrôlement*. Selon cet auteur, tout commence avec une « phase de problématisation » où les acteurs en présence s'entendent sur ce qu'est le problème à traiter. Ils « forment » chacun ce qu'ils considèrent comme « l'enjeu » d'une politique publique. Ce moment est important car il constitue le point de départ de « ce qui lie les acteurs au projet »¹⁷ et ouvre à la phase de « l'intéressement ». C'est durant cette deuxième phase que des « alliances » entre les acteurs sont scellées et que des « épreuves de force » s'engagent entre eux : à quoi ces derniers sont-ils, ou non, prêts à consentir ? Enfin, la troisième phase de la sociologie de l'acteur-réseau est celle de l'« enrôlement », définie par Callon comme « un mécanisme par lequel un rôle est défini et attribué à un acteur qui l'accepte »¹⁸. C'est là que les rôles des acteurs se distribuent et se coordonnent, mais aussi que de nouvelles « mobilisations » d'alliés se forment ou se déforment.

Cet article repose sur l'analyse de 31 entretiens semi-directifs réalisés entre janvier 2016 et novembre 2018 auprès de 21 avocats belges francophones et néerlandophones, dont quatre représentants des Ordres, ainsi qu'auprès d'un conseiller ministériel, deux procureurs et deux juges¹⁹. L'échantillonnage raisonné nous a permis d'interviewer six avocats ayant participé à la genèse de la politique publique étudiée en tant que représentants des Ordres ; sept avocats concernés par le travail de conception, développement et maintenance de deux outils digitaux présentés ci-après ; huit avocats utilisant ces outils et développant des points de vue contrastés à leur égard. Ce matériau empirique a d'abord fait l'objet d'une analyse thématique puis

¹³ Christian BESSY, *L'organisation des activités des avocats : entre monopole et marché*, op. cit.

¹⁴ Anne MOYSAN-LOUAZEL, « Les professions libérales réglementées, le marché et la concurrence – Le cas des experts-comptables et des avocats », *Comptabilité-Contrôle-Audit*, 17(2), 2011, p. 89-111.

¹⁵ Jacques CHEVALLIER, « Mondialisation du droit ou droit de la mondialisation ? », in Charles-Albert MORAND (dir.), *Le droit saisi par la mondialisation*, Bruxelles : Bruylant, 2001, p. 37-61.

¹⁶ Michel CALLON, « Éléments pour une sociologie de la traduction », *L'Année sociologique*, 36, 1986, pp. 169-208.

¹⁷ Idem, p.183.

¹⁸ Idem, p. 189.

¹⁹ Cette étude a bénéficié d'un crédit « Opportunités de recherche » de l'ULiège et d'un crédit à la recherche de l'Institut de recherche en sciences sociales de l'ULiège.

d'une mise en forme à l'aide des concepts clés de la sociologie de la traduction. Ce matériau a en outre été complété par l'analyse de plusieurs documents tels que les notes de politique judiciaire, les communications et plusieurs rapports internes des Ordres et des Barreaux, des articles issus de la presse et de revues professionnelles, divers blogs d'avocats et les sites internet officiels des Ordres²⁰.

Trois sections structurent notre contribution. La première retrace les différentes étapes de la politique publique étudiée afin de souligner l'évolution d'une stratégie *globale et imposée*, dominante entre 1998 et 2008, vers une stratégie *modulaire et concertée*, privilégiée depuis 2008. Cette seconde stratégie s'est traduite notamment par une implication importante des Ordres communautaires et a abouti, dès 2016, à un protocole de coopération entre ces derniers, le ministre de la Justice et le Service Public Fédéral Justice (SPF Justice ci-après). La deuxième section rend compte des étapes ayant permis à ces acteurs de s'accorder sur la définition des « problèmes » et la formulation des enjeux liés à la politique de modernisation de la justice, puis d'envisager une coopération formelle. Nous montrerons également que l'accord de coopération de 2016 s'est traduit ensuite par l'élaboration et la mise en place de deux outils digitaux partagés : *Regsol* et *DPA-deposit*²¹. Ces derniers ont permis aux Ordres de sceller des alliances et de devenir, comme nous le verrons, indispensables dans le processus de digitalisation de la Justice. Enfin, la troisième section interroge de manière critique le rôle adopté par l'Ordre dans ce processus d'action publique en soulignant la triple posture d'entrepreneur politique, financier et moral qu'il a graduellement adoptée. Cette perspective révèle que la digitalisation de la Justice constitue un levier politique pour les Ordres d'avocats belges et une menace aux yeux des magistrats belges. C'est par conséquent l'usage politique de la digitalisation ainsi que son poids symbolique qui font l'objet de cet article.

Vignette n°1 : Deux outils digitaux développés par les Ordres communautaires

Regsol est le premier outil issu de la coopération entre Avocats.be et l'OVb. Depuis le 1er avril 2017, les parties prenantes des procédures de faillites interagissent via cette plateforme qui permet notamment l'échange et le traitement des nombreux documents ainsi que la signature et l'enregistrement automatique de jugements. En diminuant le nombre de créances papiers traitées par les greffes, le traitement des créances impayées est censé être plus rapide et moins coûteux. À l'heure actuelle, aucune évaluation n'indique toutefois que l'outil remplit ces objectifs, alors que plusieurs avocats, dont des curateurs, se plaignent des difficultés d'utilisation et de fonctionnement de la plateforme.

DPA-deposit permet aux avocats d'accéder à *e-deposit*, le canal d'accès au flux numérique des dossiers électroniques pour les cours et tribunaux. Lancée le 18 janvier 2018, cette *Digital Platform for Attorneys* permet aux avocats de déposer électroniquement leurs conclusions et autres pièces du dossier auprès de plus de 500 juridictions, ainsi que d'envoyer des documents à un confrère via *DPA-Box*. Selon les Ordres, cette nouvelle plateforme permet de dépasser les limites que rencontrait le système *e-deposit* en termes de « facilité » (en ajoutant des fonctions supplémentaires, amenant le taux de réussite des dépôts à 98%) et de « sécurité » (la carte professionnelle permettant une identification plus sûre). Notons enfin que l'arrêté royal

²⁰ Il s'agit essentiellement des sites des deux ordres communautaires (<https://avocats.be/fr/tribune> et www.advocaat.be), du site du Ministre de la Justice (www.koengeens.be), de sites de presse (www.lecho.be et <https://datanews.levif.be>) et du Moniteur belge (www.etaamb.be).

²¹ Voir vignette n°1 ci-dessous.

du 16 novembre 2018 vise à désigner *DPA-deposit* comme étant l'unique interface de communication pour les avocats en lieu et place d'*e-deposit*. Si l'usage de cette dernière était jusqu'alors gratuit, l'usage de *DPA-deposit* est payant... et désormais rendu obligatoire par un arrêté royal du 9 octobre 2018.

1. Moderniser la justice : d'une stratégie globale et unique (1998-2007) vers une stratégie politique modulaire et coopérative (2008-2018)

C'est suite à l'affaire Dutroux et sur base des rapports de la commission d'enquête parlementaire mettant en lumière divers dysfonctionnements²² que la « modernisation » de l'institution judiciaire est apparue à l'agenda politique belge comme une priorité absolue. Plusieurs mesures politiques visent alors à réformer l'organisation judiciaire à l'aide, notamment, d'outils managériaux et informatiques. Ainsi, dès 1998, l'accord *Octopus*²³ présente le recours à une rationalité managériale et aux TIC²⁴ comme moyens de répondre aux « exigences citoyennes » de rapidité, d'efficacité, de qualité, d'ouverture et de transparence²⁵. Dans le prolongement de cet accord *Octopus*, la loi du 20 octobre 2000 modifie le droit judiciaire en faveur de l'utilisation de moyens de télécommunication et de la signature électronique.

C'est également au début des années 2000 que diverses recommandations européennes encouragent les états membres à emprunter la voie de l'*e-Justice*²⁶. Mais pour ce faire, la Belgique doit d'abord uniformiser les systèmes informatiques de l'Ordre judiciaire. En effet, pas moins de quatorze applications existent alors au sein des cours et tribunaux²⁷, ce qui ne favorise pas la portabilité des données. C'est dans ce contexte que le projet *Phénix* est initié en 2001 afin d'offrir une application unique et globale destinée à faciliter le fonctionnement de l'Ordre judiciaire, d'assurer « la communication interne et externe », de constituer « une banque de données de jurisprudence » conformément aux finalités mentionnées par la loi²⁸.

Le développement de ce système global est confié à un prestataire privé, la firme ICT Unisys, totalement nouvelle dans le paysage judiciaire, sans consultation ni association des professions juridiques. Mais en mars 2007²⁹, la ministre de la Justice annonce l'échec du

²² Olgierd KUTY, « Le « mouvement blanc » en Belgique : un nouvel acteur dans le champ judiciaire? », *Droit et société*, 42(1), 1999, p. 287-310.

²³ Dans le prolongement de l'*Affaire Dutroux*, un accord conclu le 24 mai 1998 entre huit partis et baptisé *Octopus* réforme la police et le monde judiciaire.

²⁴ Technologies de l'information et de la communication.

²⁵ Notons que ces « exigences » citoyennes sont collectivement « construites par les chercheurs, les professionnels du droit et les acteurs politiques », selon Cécile VIGOUR, « Justice : l'introduction d'une rationalité managériale comme euphémisation des enjeux politiques », *Droit et société*, 63-64(2), 2006, p. 438. Voyez aussi Frédéric SCHOENAERS et Christophe DUBOIS, *Regards croisés sur le nouveau management judiciaire*. Liège : Editions de l'Université de Liège, 2008.

²⁶ Citons, à titre d'exemple, la Directive du 13 décembre 1999 portant sur les signatures électroniques ainsi que le Règlement C.E. n°1348/2000 relatif à la signification et à la notification des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale.

²⁷ Dominique MOUGENOT et Serge WYNDAU, « Le retour du Phénix ? », *Justine*, 39, 2014, p.20-21.

²⁸ Article 2 de la loi du 10 août 2005 instituant le système d'information *Phénix M.B.*, 1er septembre 2005.

²⁹ Voir à ce sujet la déclaration ministérielle du 7 mars 2007. Voyez aussi https://datanews.levif.be/ict/actualite/le-proces-phenix-empoussiere/article-normal-283003.html?cookie_check=1546422414.

projet *Phénix* en raison des difficultés techniques rencontrées par l'entreprise sous-traitante. Certains experts expliquent cet échec pour deux raisons. La première est la résistance des professions judiciaires vis-à-vis de l'innovant projet *Phénix*³⁰ et la seconde concerne l'inadéquation de la méthode de changement adoptée au regard du projet ambitieux et global qu'elle visait à accompagner³¹. Nombre de magistrats, greffiers et avocats vivent cet échec comme un « traumatisme »³² car beaucoup de temps, d'argent et d'énergie y ont été investis en vain. Il faudra en effet attendre le début des années 2010 pour pouvoir observer l'émergence d'innovations « bricolées » localement au sein de différents parquets et sièges, le plus souvent par certains magistrats ou greffiers autodidactes³³. Ces initiatives locales amorcent le début d'une stratégie politique non plus globale et imposante, mais davantage « modulaire » et modeste³⁴. En effet, fort de ces initiatives, le SPF Justice (c'est-à-dire le Service Public Fédéral Justice), sur la base du plan de *management* de la ministre, des choix stratégiques de l'Ordre judiciaire et des services et commissions indépendants, lancent en 2014 une centaine de petits projets IT³⁵. Le SPF Justice et son département ICT conçoivent et développent ainsi toute une série de solutions informatiques comme autant de modules développés indépendamment les uns des autres. Parmi celles-ci figurent la base des jugements et arrêts *Vaja*, terme qui signifie « vonnissen arresten/jugements arrêts », qui vise à créer une base de données nationale où tous les jugements et arrêts du pays peuvent être enregistrés et consultés ; la plateforme *e-deposit*, permettant le dépôt de conclusions, de mémoires et de pièces, ces documents étant automatiquement sauvegardés dans une base de données centrale dénommée *JustX* ; le réseau *e-box*, permettant le dépôt de notifications et communications ; le logiciel de gestion *MaCH*, un gestionnaire de données relatives aux coordonnées des parties et des avocats, aux rôles d'audience et aux documents réutilisables.

Considérant le développement de ces modules, l'actuel ministre de la Justice qualifia avec satisfaction l'année 2015 comme celle du « basculement vers la communication électronique dans le monde de la Justice »³⁶. Une douce relance de la procédure électronique a en effet été observée par la Commission européenne dans le cadre de son « 2018 EU Justice scoreboard »³⁷. Cette relance s'est notamment appuyée sur certaines lois — appelées « lois

³⁰ Yves POULLET, « The Belgian Case: Phenix or How to Design E-justice », in Agusti CERRILLO et Pere FABRA (Dir.), *E-justice: Using Information Communication Technologies in the Court System*, London : IGI-Global, 2009, p. 186-195.

³¹ Serge WYNDAU et François JONGEN, « Les procédures électroniques : réalisations, échecs et perspectives », in Jean-François HENROTTE, François JONGEN (Dir.), *Pas de droit sans technologie*, Bruxelles : Larcier, 2015, p. 92-94.

³² Jean-Pierre BUYLE et Adrien VANDEN BRANDEN, « La robotisation de la Justice », in H. Jacquemin, A. de Streel (coord.), *L'intelligence artificielle et le droit*, Larcier, 2017, p. 280.

³³ À titre d'illustration, voyez Christophe DUBOIS, David DELVAUX et Frédéric SCHOENAERS, « L'organisation concrète du règlement collectif de dettes : un premier état des lieux au sein d'une juridiction francophone », in Joël HUBIN et Christophe BEDORET (Dir.), *Le règlement collectif de dettes*, Bruxelles : Larcier, 2013, p. 63-90. Voyez aussi Serge WYNDAU et François JONGEN, *op. cit.*, p. 88.

³⁴ <https://www.koengeens.be/fr/news/2017/10/19/ce-n-est-pas-demain-la-veille-qu-un-ordinateur-decidera-de-la-peine-d-un-prevenu>, site consulté le 16/04/18.

³⁵ Voyez SPF JUSTICE, « Note stratégique pour l'informatisation de la Justice », Bruxelles, 2014, <https://justice.belgium.be/sites/default/files/downloads/Note%20stratégique%20IT.pdf>, page 4.

³⁶ Voyez Koen GEENS, « Le plan Justice. Une plus grande efficacité pour une meilleure Justice », Bruxelles, 2015, p.86-91.

³⁷ Commission européenne, *The 2018 EU Justice scoreboard*, COM(2018) 364 final, p. 25.

pot-pourri»³⁸ — promulguées en 2015 et 2016 dans le prolongement du Plan Justice de 2015³⁹. Ainsi, la signification par voie électronique⁴⁰, la réception d'un acte notarié par vidéoconférence⁴¹ ou encore les échanges entre l'appareil judiciaire et les acteurs externes (c'est-à-dire les justiciables, les avocats, les huissiers et les notaires) via *e-deposit* et *e-box* sont rendus possibles.

Pour autant, divers chantiers annoncés par le ministre⁴² doivent encore être finalisés pour permettre l'utilisation du dossier judiciaire électronique comme la numérisation des documents par les greffes dans la nouvelle banque de données *Vaja*, des outils d'importation des documents disponibles dans *e-deposit* et de l'introduction du logiciel *MaCH* dans les greffes des diverses juridictions. Ces retards de finalisation attisent le scepticisme de plusieurs greffiers, magistrats et avocats qui critiquent, parfois depuis plusieurs années⁴³, les choix relatifs aux technologies de numérisation ainsi que le coût et l'obsolescence du logiciel *MaCH*⁴⁴.

Si le SPF Justice et son département ICT étaient chargés de développer et mettre en œuvre ces divers chantiers informatiques, l'actuel ministre de la justice appelle clairement, depuis la publication de son Plan Justice 2015, à la coopération « indispensable »⁴⁵ des professions juridiques pour problématiser, concevoir, développer et gérer des solutions informatiques spécifiques. Dans le prolongement de ce Plan, le ministre a ratifié, en juin 2016, avec les associations professionnelles des huissiers de justice, des avocats et des notaires, un protocole de coopération pour développer des outils digitaux. Depuis lors, les huissiers de justice ont développé le registre central pour le recouvrement des dettes d'argent non-contestées entre

³⁸ Comme l'indique le Procureur général près de la Cour de Mons, ces lois pots-pourris constituent « un mélange hétéroclite de dispositions diverses touchant à des législations variées qui en rend la lecture relativement indigeste sans compter les entrées en vigueur à des dates différentes pour certaines dispositions. Un véritable labyrinthe dont il est difficile, même pour un professionnel, de trouver le fil d'Ariane. Rien que l'intitulé d'une loi pot-pourri est trompeur. Il vous fait croire d'abord que le sujet est limité car il s'agit du droit pénal ou de l'internement par exemple mais il est généralement suivi de ces termes : « et portant des dispositions diverses en matière de justice ». Ces quelques mots veulent tout dire : c'est la bouteille à encre et bien malin celui qui pourra déterminer avec exactitude le contenu du pot-pourri ». Ignacio DE LA SERNA, « Regards sur quelques épisodes d'une législature bien mouvementée », *Discours de rentrée solennelle de la Cour d'appel*, Mons, le 3 septembre 2018, URL : https://www.om-mp.be/sites/default/files/u1/pg_mons_mercuriale_2018.pdf.

³⁹ Dominique MOUGENOT et Justin VANDERSHUREN, « Procédure civile : 2017, année électronique ? », *Journal des tribunaux*, 22, 2017, p. 410.

⁴⁰ Loi pot-pourri III qui insère dans le code judiciaire un article 32quater/1 - Loi du 4 mai 2016 relative à l'internement et à diverses dispositions en matière de Justice, *M.B.*, 13/05/2016.

⁴¹ Loi pot-pourri V - Loi du 6 juillet 2017 portant simplification, harmonisation, informatisation et modernisation de dispositions de droit civil et de procédure civile ainsi que du notariat, et portant diverses mesures en matière de justice, *M.B.*, 24/07/2017. Notons que ces dispositions doivent être complétées par des arrêtés d'exécution, si bien que ces projets ne sont pas encore effectifs.

⁴² <https://www.koengeens.be/fr/policy/court-of-the-future>.

⁴³ Serge WYNDAU et François JONGEN, *op. cit.*, pp. 87-124.

⁴⁴ Voyez notamment <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/federal/la-banque-de-donnees-des-jugements-se-fait-attendre/10023607.html>; <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/federal/la-justice-se-modernise-avec-une-app-vieille-de-25-ans/10020618.html>.

⁴⁵ Koen GEENS, « Le plan Justice. Une plus grande efficacité pour une meilleure Justice », *op. cit.*, pp. 10 et 86.

professionnels⁴⁶ ; les notaires ont créé une banque des actes notariés⁴⁷ ; et les avocats ont, notamment, mis sur pieds un registre central de la solvabilité (*Regsol*) et une plateforme leur permettant de se connecter aux différents services de justice dématérialisés (*DPA-deposit*).

Au cours des vingt dernières années, les stratégies politiques visant à moderniser le monde judiciaire ont principalement consisté à introduire des outils managériaux, informatiques et numériques au sein des juridictions belges. La manière dont ceux-ci ont été introduits au sein de ces juridictions a d'abord été jugée trop ambitieuse et inadéquate par les professions judiciaires, ces dernières adoptant une position de retrait. Ensuite, les stratégies politiques de modernisation ont évolué pour devenir progressivement « modulaires » et « concertées ». Le plan Justice de 2015 illustre ce tournant : les professions juridiques y sont invitées à coopérer aux politiques modernisatrices de la justice. Comment l'Ordre des Barreaux belges a-t-il répondu à cette invitation ?

2. Digitaliser la justice : contours et mise en œuvre du protocole de coopération de 2016

Les Ordres des Barreaux belges ont été *intéressés par* puis *enrôlés dans* la politique de modernisation de la Justice définie par le Ministre Geens en trois temps : ils se sont d'abord entendus avec ce dernier sur certains problèmes à traiter ; ils ont ensuite défini des stratégies financières et organisationnelles pour mettre en œuvre certaines solutions ; ils ont enfin œuvré à la mobilisation de leurs adhérents et de leur environnement en faveur de la politique de digitalisation.

2.1. S'entendre sur le problème à traiter : la « nécessaire » digitalisation de la Justice ou quand moderniser signifie digitaliser.

Traditionnellement, les Ordres ont été habitués à adopter une posture indépendante vis-à-vis des acteurs politiques en général et du ministre de la justice en particulier. Ils ont souvent rempli leur rôle de porte en contestant et prenant distance par rapport au pouvoir politique. Aussi, ils sont assez surpris lorsque, au début de l'année 2015, le cabinet du ministre tente de les convaincre de prendre une part active au processus de modernisation des institutions judiciaires. Si leur première attitude face à cet appel est d'abord défensive, leurs représentants explicitent, lors des réunions de travail initiées par le ministre, leur inquiétude vis-à-vis d'un contexte de plus en plus concurrentiel et international, de l'émergence des *legaltechs* et de la soumission, depuis le 1^{er} janvier 2014, de la plupart de leurs prestations à la TVA. Selon eux, la digitalisation de la Justice est une nécessité d'autant plus urgente après les échecs répétés des projets *Phénix* et *Khéops*⁴⁸ qu'ils imputent aux précédents ministres :

« On a déjà pu dire au ministre, et il était d'accord, que le système judiciaire n'a pas évolué au cours des vingt dernières années. Mais pendant que les ministres successifs rataient le tournant de l'informatisation, le marché des services juridiques connaissait des révolutions considérables en matière de digitalisation. Je ne parle pas ici que des *legaltechs*, ni des robots et de l'intelligence artificielle. D'un point de vue concurrentiel, les gros cabinets internationaux représentent une menace immédiate pour la majorité de nos adhérents. Si la

⁴⁶ A.R. du 16 juin 2016 fixant l'entrée en vigueur des articles 9 et 32 à 40 de la loi du 19 octobre 2015 modifiant le droit de la procédure civile et portant des dispositions diverses en matière de justice, et portant exécution des articles 1394/25 et 1394/27 du Code judiciaire, *M.B.*, 22/06/2016.

⁴⁷ Art. 198 Loi du 6 juillet 2017 (voy. *supra*).

⁴⁸ Jean-François HENROTTE et François JONGEN (dir.), *Op. Cit.*

Justice ne se modernise pas bien vite, c'est la survie de notre profession qui est en jeu. Non seulement on doit essayer de s'adapter aux progrès technologiques, mais on doit aussi essayer de participer à leur développement plutôt que le subir. D'autant plus que, d'après les élus, la Justice coûte cher. Dans ce contexte, nos négociations avec le ministre constituent un enjeu crucial pour nous et nos adhérents. » (Avocat francophone, janvier 2016)

Entre 2015 et 2016, les Ordres et le ministre s'accordent sur un problème commun considéré comme « urgent » et « nécessaire » : moderniser la Justice signifie la digitaliser. C'est ce que contient le protocole de coopération de 22 juin 2016 dans lequel les Ordres s'engagent à concevoir, développer et gérer certains outils, dont *Regsol* et *DPA-deposit*. Dans cette phase de *problématisation concertée*, les acteurs stabilisent ainsi les contours de la politique publique de modernisation de la Justice et en précisent les enjeux.

Cette phase de *problématisation* est stratégique pour chacun des acteurs *intéressés* en présence. Le ministre, qui est en début de mandat, veut rompre avec les échecs rencontrés par ses prédécesseurs et engranger des résultats indispensables à la modernisation de la Justice pour en faire une vitrine de succès. Voyant approcher la fin de leurs mandats respectifs prévue pour le 31 août 2016, les représentants des Ordres considèrent quant à eux la signature du protocole comme un aboutissement de leurs engagements ordinaires. Ils perçoivent en outre le protocole comme un *dispositif* indispensable pour permettre aux Ordres de réagir à la concurrence accrue qu'ils perçoivent et qu'ils imputent, notamment, aux phénomènes de digitalisation et de marchandisation du droit. Face à ces mutations, ils déclarent devoir aider leur profession à se moderniser afin de permettre à leurs adhérents de rester concurrentiels vis-à-vis des *legaltechs* et des cabinets internationaux. En effet, les Ordres considèrent leur coopération avec le Ministre Geens comme une opération économiquement « rentable » qui va permettre à leurs adhérents « d'économiser des frais et du temps tout en augmentant leur productivité », « de compenser la faiblesse de leurs marges par une augmentation du volume de dossiers qu'ils seront capables de traiter », « d'optimiser la valeur ajoutée de leurs services », « de favoriser leur croissance », selon un représentant d'Avocats.be impliqué dans cette phase de *problématisation*. Enfin, les Ordres déclarent également vouloir, par la même occasion, démocratiser l'accès des classes moyennes et des PME au marché des services juridiques. Les Ordres se revendiquent ainsi être les *portes paroles* d'une série d'acteurs au-delà de leurs adhérents. Ces différentes déclarations d'intérêts mènent ainsi au scellement d'une *alliance* progressivement consentie entre le Ministre Geens et les Ordres communautaires :

« On a évolué l'un vers l'autre car on a des demandes urgentes pour l'informatisation de la Justice. [...] On n'a pas le sentiment que le Protocole nous a été imposé. Il y avait des intérêts réciproques ». (Avocat néerlandophone, juin 2018)

« On appelle cela un *win-win*. [...] Cela nous permet d'avancer plus vite ». (Ministre Geens, octobre 2017)⁴⁹.

Si l'alliance semble *a priori* bilatérale, dans les faits, les négociations sont tripartites. En effet, outre le ministre et les représentants des Ordres, certains interlocuteurs du SPF Justice sont également concertés. Si ces derniers semblent avoir occupé une posture plutôt passive dans le processus, le simple fait d'être invités à critiquer ou amender le protocole renforce le changement de stratégie du ministre. Une concertation élargie permettra en effet de faciliter la mise en œuvre de la politique publique et de ses dispositifs :

« Le protocole est une volonté de notre ministre. [...] Il a été négocié par le ministre puis il nous a été soumis. [...] Le cabinet s'est fait une idée de ce que l'on pourrait faire. Ça a été discuté avec les représentants des

⁴⁹ <https://www.koengeens.be/fr/news/2017/10/19/ce-n-est-pas-demain-la-veille-qu-un-ordinateur-decidera-de-la-peine-d-un-prevenu> (consulté le 16/04/18).

organisations professionnelles du droit et le ministre nous a poussés assez vite vers une signature pour avoir le temps évidemment de réaliser tout cela ». (Employé du SPF Justice, juin 2018)

Pour certains avocats et magistrats, cette coalition est surtout interprétée comme un aveu de l'(in)efficacité du département ICT du SPF Justice et des entreprises privées jusqu'alors en charge des projets d'informatisation : un changement d'alliance, en rupture avec les pratiques passées, leur semblait nécessaire.

« En 2015, le Ministre Geens a publié le plan Justice dans lequel il dit en substance : l'informatisation de la Justice n'est nulle part, c'est un scandale ! Et les fonctionnaires sont incapables de faire ce qui leur est demandé ; on leur a donné suffisamment de temps et d'argent pour démontrer ce qu'ils savent faire mais les résultats sont inexistantes. Conclusion : le ministre a changé son fusil d'épaule et avance avec les avocats, les notaires et les huissiers ». (Avocat francophone, décembre 2017)

Cependant, cette coalition et le protocole font également l'objet de critiques et de nouvelles résistances. C'est le cas de certains employés du SPF Justice qui s'émeuvent qu'un service traditionnellement rempli par leurs soins soit externalisé vers un acteur privé, comme l'exprime l'un d'entre eux :

« Par exemple, j'ai eu des difficultés avec *Regsol*. J'ai reçu des critiques virulentes au comité de Direction et au comité de gestion, notamment de la part des Collèges du Ministère public et du siège, parce que nous allions externaliser une partie de nos ressources et de nos données à un partenaire externe ! Mais, c'était ça ou rien puisqu'on n'avait pas d'argent. Partout, l'Ordre judiciaire se montre réticent, même vis-à-vis de *DPA-deposit* ». (Employé du SPF Justice, juin 2018)

Les Collèges du Ministère public et du siège, méfiants, ont refusé de signer le protocole. Ils sont notamment en désaccord avec ce que plusieurs qualifient de « partenariat privé-public ».

« De plus en plus d'opérateurs privés interviennent dans la gestion de procédures qui relevaient traditionnellement et purement de l'Ordre judiciaire. Les juges ne sont pas très favorables à ce genre d'évolution. Je pense que c'est l'Etat qui devrait assurer le service public de la Justice et non des partenariats avec le privé. Il y en a certes toujours eus. Mais une différence entre ce que font les avocats aujourd'hui et Phénix, c'est que pour Phénix, une fois que le programme était fait, il était transmis à l'Ordre judiciaire qui en devenait propriétaire et qui en faisait ce qu'il voulait ». (Juge francophone, avril 2018)

« Je suis, comme beaucoup de mes collègues, très critique vis-à-vis de ce protocole parce que, à l'heure de l'autonomie de gestion, le pouvoir judiciaire n'a aucune vue sur le coût qui pourrait lui être réclamé, à terme, dans le cadre de l'utilisation de ces outils dont il n'est pas propriétaire ». (Magistrat francophone, octobre 2018)

Malgré les critiques dont elle fait l'objet, les présidents d'Avocats.be et de l'OVb considèrent que la coopération des Ordres avec le ministre renforce leur position de « partenaires solides des pouvoirs publics pour garantir l'informatisation de services publics relevant de la justice »⁵⁰. Le président d'Avocats.be qualifie ainsi les Ordres « d'acteurs centraux » d'une digitalisation jugée « inévitable ». Enfin, les représentants des Ordres sont convaincus de leur capacité à mettre en œuvre de manière effective la politique publique et de pouvoir y apporter les « garanties financières ». En effet, le protocole de 2016 fait peser sur les Ordres une obligation de rentabilité et d'équilibre financier. Cette contrainte concerne tant les « frais d'investissement et de gestion » des outils que « le coût de leur financement »⁵¹. Cela ne suffit toutefois pas à entamer l'optimisme de l'Ordre :

« Dans un premier stade, notre plateforme DPA-deposit ne permettra qu'au seul service disponible actuellement de fonctionner, à savoir eDeposit. Mais ultérieurement une série d'autres services suivront et contribueront au financement de l'ensemble du projet ePayment, eBox. Selon le plan financier, l'équilibre

⁵⁰ Communiqué de presse d'Avocats.be du 27 mars 2017.

⁵¹ Protocole de coopération, p.4.

financier sera atteint en 2021 ; il table sur l'hypothèse, assez prudente, de 257.000 conclusions déposées au cours de cette année. »⁵²

« Rappelons que Regsol n'a rien coûté au Barreau, la loi garantissant à ce dernier les redevances nécessaires à charge des masses des créanciers pour couvrir ses frais. En l'occurrence, cet équilibre financier est dès à présent atteint. » (Jean-Pierre Buyle, Président d'Avocats.be, le 18 janvier 2018)⁵³

Les Ordres communautaires ont donc acquis une place centrale dans la politique de modernisation de la Justice pour deux raisons. D'une part, ils sont intéressés (aux sens littéral et financier du terme, puisqu'on promet des retours sur investissement) par la digitalisation de leur contexte de travail, qualifiée « d'investissement inévitable ». D'autre part, ils sont désormais « liés » à la politique publique : à l'œuvre dans l'élaboration du protocole d'accord, ils se rendent tout aussi indispensables dans sa mise en œuvre et son suivi, comme l'indique la section suivante.

2.2. Enrôler les Ordres : la mise en œuvre organisationnelle et financière de la politique de digitalisation.

« Depuis 2015, l'avocature belge a investi des millions d'euros dans la digitalisation. Elle assume de la sorte sa responsabilité sociétale de participer à la modernisation de la justice ». (Communiqué de presse d'Avocats.be, le 4 septembre 2018)⁵⁴

Comment moderniser la justice au travers de la digitalisation ? Face à un système judiciaire perçu par le ministre et les Ordres comme « archaïque, inefficace et trop coûteux »⁵⁵, le développement d'outils digitaux innovants constitue « la » solution inscrite dans le protocole d'accord de 2016. Liés à cette politique ministérielle, les Ordres se sont engagés à la mettre en œuvre. Pour développer de tels outils, ils doivent adapter leurs structures organisationnelles et définir une stratégie de financement des tâches de conception, de développement et de maintenance.

Premièrement, ils ont redéfini leurs structures de manière conjointe. Jusqu'en 2016, la gestion de l'IT au sein des deux Ordres se faisait de manière distincte. Ainsi, depuis la fin de l'année 2014, l'OVb et les Barreaux néerlandophones disposaient d'une structure indépendante chargée de cette matière: Diplad SCRL⁵⁶. Du côté d'Avocats.be, le conseil d'administration et le département informatique géraient les services IT. Si certains avocats francophones regrettaient, à l'époque, l'absence d'une structure semblable à Diplad, c'est cette absence qui a rendu possible la mise en œuvre d'une stratégie de coopération informatique nationale comme le souligne cet extrait :

« Il est apparu que notre structure [au sein d'Avocats.be] était sous-dimensionnée par rapport à l'ampleur du défi qui consistait à développer *Regsol* et *DPA-deposit*. On avait le choix : soit on essayait nous aussi d'avoir notre propre entreprise IT, soit on essayait de reconstituer l'Ordre national, ce vieux fantasme ! C'est cette

⁵² Avocats.be, Procès-verbal 2017-AG-04 de la réunion du 24 avril 2017, disponible sur <http://obfg.be/pv/P.V.%202017-AG-04%20du%2024%20avril%202017%20avec%20annexes%201-7C.pdf>.

⁵³ Extrait du « Mot du Président » dans *LaTribune Flash* d'Avocats.be, disponible sur <https://jeanpierre-buyle.avocats.be/sites/default/files/LA%20TRIBUNE%20FLASH%2018%20janvier%202018.pdf>.

⁵⁴ Disponible sur <https://avocats.be/fr/communiqués> (consulté le 04/09/18).

⁵⁵ <https://www.koengeens.be/fr/news/2015/05/08/justice-civile-voici-ce-qui-va-changer>

⁵⁶ <https://www.ing.be/fr/business/my-business/innovation/dpa-digitisation>. L'actionnariat de Diplad est composé de représentants de l'OVb — qui restent majoritaires — et des barreaux néerlandophones.

voie qui a été suivie et on travaille donc main dans la main avec les néerlandophones ». (Avocat francophone, septembre 2018)

L'OVV, Avocats.be et Diplad ont ainsi pu sceller de nouvelles alliances, lesquelles ont été inscrites début 2018 dans un protocole d'informatisation du Barreau⁵⁷. Ils ont également négocié certaines garanties relatives au partage des codes sources pour leurs projets informatiques communs.

Deuxièmement, sur le plan financier, les Ordres se sont engagés dans le protocole de 2016 à respecter une obligation de rentabilité et d'équilibre financier⁵⁸. Cette contrainte porte d'une part sur les « frais d'investissements et de gestion des plateformes » et d'autre part sur « le coût de ce financement »⁵⁹. Pour faire face à ces dépenses, l'OVV et Avocats.be se sont mis d'accord malgré deux systèmes de financement différents. En effet, au sein de l'OVV, les débats relatifs aux questions d'investissements dans le domaine informatique remontent à la création de Diplad en 2014. Depuis lors, les avocats assument une partie de la dépense au travers de leur cotisation :

« Quand on a fondé Diplad, on a augmenté les cotisations de nos membres de 60 euros pendant trois ans. Chaque avocat a donc investi 180 euros pour l'informatique. Ce n'est pas beaucoup parce que ça coûte plus que ça. [...] Mais comme nous avons environ 10 000 avocats, c'est une grosse somme. C'est une sorte de prêt que l'on rembourse quand tout le monde a été payé. On ne demande rien aux Barreaux locaux. Mais on a aussi contracté des crédits auprès des banques pour financer Diplad ». (Avocat néerlandophone, juin 2018)

Chez Avocats.be, ces réflexions budgétaires étaient quasiment « inexistantes »⁶⁰ avant la signature du protocole d'accord de 2016. Aussi, elles naissent dans la foulée de ce dernier. Contrairement à l'OVV, Avocats.be privilégie une stratégie unique afin d'assurer le préfinancement de ces outils digitaux en créant un fonds spécial informatique « grâce à des emprunts souscrits par les Barreaux »⁶¹. Leur remboursement repose sur des redevances que les avocats facturent à leurs clients en raison de l'utilisation obligatoire des outils numériques (*Regsol* ou *DPA-deposit*).

« C'est ainsi que l'idée suivante a pris forme : puisque ces outils vont permettre aux avocats d'économiser des frais et du temps tout en augmentant leur productivité, ils justifient une redevance. Ainsi, les avocats s'y retrouvent et peuvent facturer la redevance au client. On parle de neuf euros pour le dépôt de conclusions et de six euros pour les pièces ». (Avocat francophone, décembre 2017)

Ces emprunts sont présentés par l'Ordre comme des « investissements » et interprétés comme des « opérations économiquement rentables ». Les clients financent ainsi la promesse d'une meilleure efficacité de la Justice. Le fait que les justiciables supportent directement le coût d'un chantier concret de modernisation de la Justice pose une question politique (s'agit-il d'un effet désiré ?) et morale (s'agit-il d'un effet désirable ?) que nous relevons ici sans la traiter.

Pour résumer, lors de la signature du protocole de coopération en 2016, l'OVV disposait, à travers Diplad, d'une précieuse ressource lui permettant de développer et de financer *Regsol* et *DPA-deposit*, contrairement à Avocats.be, sans ressource comparable et contraint de réagir. La solution négociée par les deux Ordres communautaires résulte donc de deux attitudes contrastées, l'une d'anticipation (de l'OVV) et l'autre de réaction (d'Avocats.be). Les Ordres

⁵⁷ <https://www.dp-a.be/fr/signature-du-protocole-en-matiere-dinformatisation-du-barreau/> consulté le 16 août 2018.

⁵⁸ Voir *supra*, section 2.1.

⁵⁹ Protocole de coopération, p.4.

⁶⁰ Tribune Flash d'Avocats.be du 18 Janvier 2018, *Op. Cit.*, p.5.

⁶¹ Tribune Flash d'Avocats.be du 18 Janvier 2018, *op. Cit.*, p.5.

s'entendent sur la définition d'une clef de répartition consistant à répartir la charge financière proportionnellement au nombre d'adhérents de chaque Ordre communautaire⁶².

Plusieurs remarques méritent d'être soulignées concernant la mise en œuvre de la politique de digitalisation de la Justice. D'abord, la stratégie politique du Ministre Geens consistant à intégrer les Ordres à toutes les phases de la politique de modernisation apparaît comme un *intéressement* réussi⁶³. Les Ordres s'avèrent être des alliés de premier ordre non seulement dans la phase de problématisation mais aussi dans la phase de mise en œuvre. Leur *enrôlement* dans celle-ci se traduit concrètement par la mutualisation conjointe des coûts inhérents à la politique de modernisation du système judiciaire. Ces coûts ne sont plus uniquement à charge du politique mais supportés soit par les avocats, soit par leurs clients. Dès lors, la responsabilité associée au succès ou à l'échec de la politique de digitalisation est partagée. Enfin, comme l'indique la section suivante, les Ordres adoptent un rôle de *mobilisateurs* dans le cadre de la mise en œuvre de cette politique.

2.3. Quand les Ordres (se) mobilisent: sensibiliser ses adhérents à la politique de digitalisation.

« Ils [les deux Ordres] se sont engagés à tout mettre en œuvre pour que les utilisateurs qu'ils représentent franchissent le plus rapidement possible le pas vers une gestion des procédures et une communication digitales, afin que les mentalités évoluent vers une justice digitale et, dès lors, plus efficace ». (Communiqué de presse d'Avocats.be, le 4 septembre 2018)⁶⁴

En plus de leur engagement moral vis-à-vis du ministre et de leur engagement financier relatif au développement d'outils informatiques, les Ordres visent aussi à *mobiliser* plus largement leurs adhérents envers la politique de digitalisation. En effet, les Ordres forment leurs membres à l'usage de DPA-deposit, les informent et les sensibilisent aux outils numériques en vue de leur permettre développer de « manière plus efficiente et collaborative [leur] expertise et [leur] écoute aux services de [leurs] clients et de la Justice »⁶⁵. Avocats.be a mis sur pied un incubateur dont les missions consistent à « diffuser la connaissance [numérique] parmi les avocats, promouvoir l'innovation [numérique] au sein de la profession et à partager l'information [juridique] au monde extérieur »⁶⁶. Les deux Ordres communautaires et leurs Barreaux organisent en outre de nombreuses conférences destinées à sensibiliser leurs adhérents à « la vague numérique »⁶⁷. Et lorsqu'ils constatent que certaines réserves s'expriment – par exemple vis-à-vis de l'efficacité des outils développés ou de l'articulation

⁶² A titre exemplatif, le plan financier pour DPA « prévoit un budget total de dépenses pour la période 2016-2017 de 2.452.000 euros (HTVA), dont 1.010.000 euros à charge d'Avocats.be » (clé de répartition 7/17èmes convenues avec l'OVb). Source : Assemblée générale/procès-verbaux approuvés P.V. 2017— AG-04 du 24 avril 2017, p.63.

⁶³ Michel CALLON, *article cité*.

⁶⁴ Disponible sur <https://avocats.be/fr/actualitesall> (consulté le 5/09/18).

⁶⁵ Jean-Pierre BUYLE, Président d'Avocats.be, <http://numerique.avocats.be>, site consulté le 12/12/2018.

⁶⁶ <http://www.incubateur.legal>. Notons également que les conseils francophones et néerlandophones du Barreau de Bruxelles ont aussi développé leur propre incubateur (<https://www.incubateurbxl.eu>).

⁶⁷ Comme en témoignent la troisième édition de l'*Electrochoc numérique* en décembre 2018 du côté francophone et le *Legal Tech Congres* organisé en octobre 2018 du côté néerlandophone <http://numerique.avocats.be> et <http://www.legaltechcongres2018.be>.

entre e-deposit et DPA-deposit⁶⁸ –, ils n'hésitent pas à lancer un rappel à l'ordre, comme dans le communiqué de presse suivant :

« La critique récente de certains hauts magistrats est regrettable : l'avocature et la magistrature ne sont ici pas des adversaires, elles n'ont pas d'intérêts opposés. Avocats.be et l'O.V.B. en appellent dès lors à ce qu'un esprit positif amène tous les acteurs de justice à une nouvelle concertation. Ce n'est que grâce à une collaboration intense entre la magistrature, l'avocature, l'administration, les greffes, le ministre et sa cellule stratégique, que la nécessaire modernisation de la justice pourra aboutir. Tous ont l'obligation historique de faire avancer cette modernisation et cette digitalisation, pour améliorer l'accès du citoyen à la justice dans le cadre d'une démocratie soucieuse d'offrir un système judiciaire efficace et accessible à tous ». (Communiqué de presse du 4 septembre 2018)⁶⁹

Cette stratégie de « mobilisation »⁷⁰ entreprise par les Ordres communautaires s'inscrit dans le prolongement des phases de « problématisation », « intéressement » et « enrôlement » précédemment décrites. Plus que d'être enrôlés ou de se positionner en tant que porte-parole, ils cherchent à créer l'adhésion la plus large possible à la politique de digitalisation. Leur enrôlement fort, couplé à cette stratégie de mobilisation, n'est pas sans conséquence sur le fonctionnement des Ordres eux-mêmes. Ces derniers ont clairement redéfini leurs rôles à la suite de leur engagement tant moral (une « d'obligation historique » dans l'extrait précédent) que financier dans la mise en œuvre de cette politique.

Ces constats contrastent à première vue avec ceux posés par Karpik qui, observant la « faible capacité [de l'Ordre] à imposer l'obéissance générale [de ses adhérents] », qualifie sa posture politique de « faible, hésitante ou incertaine »⁷¹. Les Ordres communautaires belges ne démontrent-ils pas ici qu'ils ne sont pas « impuissants face aux problèmes et enjeux actuels »⁷² ? Quelle lecture convient-il de donner au rôle qu'ils jouent en matière de digitalisation ?

3. Conclusion : la triple posture entrepreneuriale des Ordres des avocats en faveur de la digitalisation

Depuis la problématisation jusqu'à la mise en œuvre de sa politique de modernisation de la Justice, les Ordres communautaires ont étroitement coopéré entre eux et avec le ministre de la Justice. Depuis 2016, leur engagement a pris plusieurs formes. Il est d'ordre politique tout d'abord dans la mesure où ils s'entendent avec le ministre sur le problème à traiter : il s'agit de moderniser la justice par le biais de sa digitalisation, un chantier qui peine à se mettre effectivement en place. Les Ordres adoptent ainsi une posture d'*entrepreneurs politiques*⁷³ : ils partagent l'orientation de sens à conférer à la politique judiciaire du ministre et saisissent cette fenêtre d'opportunité pour développer leur expertise et leurs propositions en la matière⁷⁴. Leur engagement est politique également parce qu'en s'érigeant en traducteurs, les Ordres s'expriment en faveur de la digitalisation et, de ce fait, expriment dans leur « propre langage

⁶⁸ Voyez notamment <http://blog-avocat.be/dpa-deposit-pourquoi-faire-simple-et-gratuit-quand-on-peut-faire-complique-et-cher/>

⁶⁹ <https://jubel.be/fr/avocats-be-et-lo-v-b-continuent-de-soutenir-la-digitalisation-de-la-justice/>

⁷⁰ Michel CALLON, *article cité*.

⁷¹ Lucien KARPIK, *Les avocats, article cité*, p. 346.

⁷² Lucien KARPIK, « Les avocats, entre le renouveau et le déclin », *article cité*, p. 211.

⁷³ John KINGDON, *Agendas, alternatives, and public policies*. Boston: Little, Brown, 1984.

⁷⁴ Pauline RAVINET, « Fenêtre d'opportunité », in Laurie BOUSSAGUET, Sophie JACQUOT, Pauline RAVINET (dir, *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris : Presses de Sciences Po, 2014, p. 274-282.

ce que les autres disent et veulent »⁷⁵. Le concept de traduction permet ainsi « d'expliquer comment s'établit le silence du plus grand nombre qui assure à quelques-uns la légitimité de la représentativité et le droit à la parole »⁷⁶.

Leur engagement est ensuite d'ordre financier. Pour assurer la mise en œuvre de la politique de digitalisation, ils ont investi leurs ressources — en temps, énergie, réputation et argent — et se sont érigé avec succès en porte-paroles de leurs adhérents, de leurs potentiels clients, mais aussi en porte-paroles d'une politique publique de modernisation redéfinie en termes de digitalisation et de financement privé. En effet, en proposant une alternative au financement public d'une politique basée sur des solutions informatiques développées principalement par la cellule ICT du SPF Justice, les Ordres se substituent en partie à l'administration fédérale. À cet égard, leurs investissements financiers constituent une véritable révolution.

« [Investir] ne fait pas partie de nos missions légales, mais si nous ne le faisons pas, le risque est que rien ne bouge. Cela nous fait entrer dans une sorte de démarche entrepreneuriale, avec des budgets et un équilibre financier à trouver. C'est un peu angoissant, mais nous sommes en train de réussir notre pari ». (Propos de l'ancien commissaire à l'informatique d'Avocats.be, le 16/06/2017)⁷⁷

Enfin, en plus de s'ériger en *entrepreneurs financiers*, les Ordres ont récemment adopté différentes stratégies pour convaincre leurs membres et les faire adhérer à la politique de digitalisation telle qu'ils l'ont imaginée et organisée en concertation avec le ministre. En montrant aux avocats, à leurs clients et aux professions judiciaires « la » voie à suivre, c'est-à-dire celle d'une justice électronique, les Ordres adoptent une posture d'*entrepreneurs moraux*⁷⁸. Leur volonté de *mobiliser* les acteurs du monde judiciaire prend des allures de croisade morale visant à réformer les normes et les mœurs⁷⁹ de la profession d'avocat et de l'institution judiciaire.

Cette triple posture entrepreneuriale fait toutefois l'objet d'une série de réserves émises par divers acteurs judiciaires.

D'abord, certains magistrats y voient une contribution à la « privatisation » de la justice. L'un d'eux indique : « on pourrait attendre d'un Etat moderne que ce soit lui qui prenne en charge l'informatisation de la Justice et qu'il ne sous-traite pas à des professions associées à l'exercice de cette Justice ».

Ensuite, certains avocats s'inquiètent de la prise en charge du coût de cette politique : « la mise en place d'une redevance signifie que des services qui étaient auparavant gratuits pour les usagers deviennent payants ». Il s'agit ici d'un paradoxe étonnant : en s'érigeant comme porte-paroles des justiciables, les Ordres ont contribué à « moderniser » la Justice belge en faisant payer... aux justiciables une partie des coûts de cette entreprise de « modernisation ».

Enfin, de vives controverses concernent les données qui transitent par *Regsol* et *DPA-deposit* : à qui appartiennent-elles ? Selon un haut représentant de l'Ordre Judiciaire, « les juges disent que ce sont "leurs" données et les barreaux disent "non, ce sont les nôtres". Je considère les Ordres comme un opérateur travaillant pour nous. Les données restent toujours la propriété de l'Ordre Judiciaire et non celle des Barreaux. Pourtant, les Ordres des avocats disent : "c'est

⁷⁵ Michel Callon, *article cité*, p. 204.

⁷⁶ Idem, p. 205.

⁷⁷ <http://trends.levif.be/economie/lawyerz/quand-les-avocats-comblent-eux-memes-les-carences-de-la-justice/article-normal-677983.html> (consulté le 29/03/18).

⁷⁸ Becker HOWARD, *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*. Paris, Éditions Métailié, 1985, pp. 171-188.

⁷⁹ Idem.

notre application, nous avons payé, donc ce sont nos données". Ceci n'est pas exact ». Un collaborateur du Ministre indique pour sa part : « Avant *Regsol* et *DPA*, les données étaient chez le curateur. On ne se posait pas de question. Pourquoi le faire maintenant ? Les données appartiennent à l'Etat et les jugements aussi. Le juge n'est pas propriétaire de ces jugements ». Quant aux Ordres, l'un de leurs membres souligne : « Dans le cas de *RegSol*, les conclusions, aveux de faillite et déclarations de créance sont versés dans un dossier appartenant à l'État. Ces documents ne sont pas publiés. Toutefois, les jugements doivent reprendre certaines données à caractère personnel. Dans le cas de faillite, il s'agit des noms des curateurs par exemple. L'argumentaire des jugements contient souvent des passages entiers de conclusions écrites par les avocats. Les jugements prononçant une faillite sont publiés par extraits dans les annexes du Moniteur belge en accès ouvert. Les autres jugements sont publiés partiellement en accès ouvert selon certaines modalités ». Ces trois interprétations révèlent l'ambiguïté relative aux conditions d'utilisation des deux outils et à leurs enjeux.

Les critiques relatives à la privatisation de la Justice, à son coût et à la propriété des données soulignent certains enjeux politiques et éclairent diverses conceptions de ce que *devrait être* la politique de modernisation contrastant avec ce qu'elle est dans le cas ici étudié. Ces tensions éclairent à la fois la légitimité de l'Ordre des avocats et la montée en puissance de discours, d'outils et de pratiques organisationnels et managériaux⁸⁰ présentés comme « nécessaires ». Elles éclairent également le glissement par lequel la mise en place d'outils numériques incombe désormais aux Ordres et échappe à l'autorité judiciaire, ceci pour des raisons économiques et d'opportunités stratégiques. Plus largement, cet article invite à questionner les orientations politiques et idéologiques qui sous-tendent ces options de gouvernement visant à moderniser la Justice, à l'heure où la finalité de cette institution risque de n'être plus que dictée par ses – de plus en plus faibles – moyens.

Les auteurs

Christophe Dubois est Docteur en Sciences Politiques et Sociales (IEP Paris et ULiège), Chargé de cours à l'Université de Liège et membre du Centre de Recherches et d'Interventions Sociologiques (CRIS). Ses travaux portent sur l'analyse des organisations, des politiques et des professions judiciaires en général et pénitentiaires en particulier. Il a notamment publié : — "Prison Governors as Policy Makers, Phronetic Practices as Enacted Knowledge", *Howard Journal of Crime and Justice*, 57, 3, 2018 ; — "Restorative detention or 'work on self'? Two accounts of a Belgian prison policy", *Ethnography*, 16, 2, 2015.

Valérie Mansvelt est détentrice d'un Master en Gestion des Ressources Humaines de l'Université de Liège (2017) et a été membre du Centre de Recherches et d'Interventions Sociologiques (CRIS) et du Spiral durant l'année académique 2017-2018. Elle a notamment publié : — "Négocier la flexibilité du temps de travail en Belgique: proposition d'un regard socio-politique", *Sociologies pratiques*, 2, 2018.

Pierre Delvenne est Docteur en Sciences Politiques et Sociales, Chercheur Qualifié du Fonds National de la Recherche Scientifique (FNRS) à l'Université de Liège, Directeur de l'Unité de Recherche

⁸⁰ Cécile VIGOUR, *Réformes de la justice en Europe: Entre politique et gestion*, Bruxelles : De Boeck, 2018.

Cité (Gouvernance, Justice et Société) et co-directeur du Centre de recherches Spiral (sciences politiques). Il est membre fondateur du réseau belge en science, technologie et société (BSTS) et dirige la collection thématique "Sciences et technologies en société" aux Presses Universitaires de Liège.